

Le Parti communiste italien et la naissance de *Il manifesto*. Dissidence et orthodoxie dans les années 1968

Roberto Colozza

Il manifesto est un journal communiste italien, autogéré par les journalistes qui y travaillent et financé par le profit de ses ventes et les contributions volontaires de ses lecteurs. Sa naissance remonte à 1969 et constitue une page importante de l'histoire du Parti communiste italien (PCI), dont il constitua, de fait, pour quelques temps un courant. Quelques-uns des « enfants terribles » qui créèrent ce journal étaient des membres de l'*establishment* communiste et leur lutte pour réviser la stratégie du PCI fut à l'origine d'un long débat sur les contenus et les coutumes du parti mais aussi la raison de leur radiation en novembre 1969. *Il manifesto* est un cas d'étude hautement significatif par ses implications qui le lient à plusieurs enjeux de l'histoire de la gauche italienne et de l'Italie contemporaine. À travers cet exemple, il est possible de mesurer le poids des « années 68 » sur la structure idéologico-organisationnelle du PCI et sur les modalités de traitement de ses dissidences internes.

Aussi, cet article vise-t-il à situer le cas de *Il manifesto* dans le contexte de l'histoire des dissidences communistes et de leur gestion par l'appareil partisan. Se bornant à considérer la période d'après-guerre – pendant la majeure partie de l'entre-deux-guerres, le Parti communiste italien fut interdit par le régime fasciste, ce qui rend difficile l'établissement de parallèles avec l'histoire de l'Italie républicaine –, on peut repérer un nombre remarquable de conflits internes entraînant des purges contre des dissidents ou bien des tensions susceptibles d'aboutir à des solutions disciplinaires. C'est le cas de Pietro Secchia qui incarnait l'âme ultra du parti, moins sensible à la conquête des institutions qu'à la lutte révolutionnaire et à la violence insurrectionnelle : de plus en plus isolé pendant la première moitié des années 1950 à cause de l'hostilité du secrétaire général Palmiro Togliatti à son égard, il restera aux marges de l'appareil décisionnel partisan jusqu'à sa mort en 1973¹. Un autre cas marquant fut celui d'Aldo Cucchi et de Valdo Magnani, deux dirigeants de la puissante fédération de Reggio Emilia ; Magnani étant par ailleurs le cousin de Nilde Iotti, la compagne de Togliatti. Titistes déclarés et donc hors de l'orthodoxie stalinienne, Cucchi et Magnani furent rapidement expulsés du parti en 1951 non sans être affublés d'une suite d'épithètes insultants dont celui – métaphorique – de « poux » dans la crinière d'un « noble cheval de course² ». De même, on peut

¹ Marco Albertaro, *Le rivoluzioni non cadono dal cielo. Pietro Secchia, una vita di parte*, Rome-Bari, Laterza, 2014. Pour une analyse comparée entre l'affaire Secchia et celle d'Auguste Lecœur dans le PCF, voir Marc Lazar, « Les partis communistes italien et français et l'après-Staline », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 28, octobre-décembre 1990, p. 3-13.

² *Dichiarazioni di Togliatti all'Unità sul soggiorno in URSS e sulla situazione italiana*, l'Unità, 28 février 1951. Sur le cas des « *magnacucchi* », comme les appelait avec mépris la propagande

observer plusieurs cas de dissidences à l'occasion des événements de 1956, en particulier du fait de l'invasion soviétique de la Hongrie : plusieurs intellectuels, tels Antonio Giolitti, Fabrizio Onofri et beaucoup d'autres, finirent par quitter le PCI pour protester contre son soutien à l'action violente et répressive effectuée par Moscou contre Budapest³.

Ceux que l'on vient d'évoquer ne sont que les exemples les plus significatifs d'une dynamique – celle des conflits entre dissidents et orthodoxes – qui était au centre de la vie du PCI, étant donné le poids que l'idéologie, la discipline partisane et l'identité militante jouaient dans sa sociabilité. En comparaison des cas cités, celui de *Il manifesto* présente des éléments spécifiques dans l'organisation du front hétérodoxe aussi bien que dans la manière par laquelle il fut contesté par ses opposants : tout d'abord il s'agissait d'une dissidence collective, plutôt structurée, résultat d'un travail de longue haleine dans lequel furent impliqués plusieurs militants qui avaient fait carrière dans le parti, jusqu'à occuper les places les plus importantes ; en raison de ces particularités ainsi que de facteurs externes au parti, la gestion de cette « fronde » par les organismes centraux du PCI montre une tournure peu ordinaire qui sera analysée en détail dans cet article.

Au préalable, il faut rappeler que l'histoire de *Il manifesto*, de par son attractivité politico-idéologique et son charisme quasi iconique, a été déjà étudiée par un certain nombre d'auteurs, aussi bien comme chapitre de l'histoire du PCI que pour sa singularité⁴. Il s'agit, toutefois, de reconstructions événementielles qui décrivent essentiellement les contenus des divergences motivant la lutte en question. Le propos ici sera essentiellement de mettre en évidence le déroulement formel de cet épisode de l'histoire du PCI. Pour ce faire, cette étude se sert de certains concepts sociologiques afin de traiter l'affaire *Il manifesto* comme un parcours antagonique et conflictuel dans un contexte organisationnel⁵. En ce sens, le conflit se configurerait comme un combat mettant en jeu non pas la vie physique des adversaires, mais bien le sens ultime de la vie de l'organisation et du statut associatif de ses membres⁶.

Le conflit dont on va traiter n'est pas un combat à armes égales, loin s'en faut, car les orthodoxes sont détenteurs de l'interprétation dominante de la même règle partisane sur la base de laquelle agissent les hétérodoxes. Il s'agit donc d'une relation d'autorité où l'arbitre est le patrimoine immatériel du parti : son contenu idéal et idéologique, sa tradition, sa morale, sa mémoire officielle, son statut. Et pourtant cette relation d'autorité apparaît moins comme une dynamique oppressive tout court que comme une configuration où s'affrontent deux stratégies d'autolégitimation dont il faut cerner la complexité. Plus que le récit d'un procès politique ou d'un acte de répression, cette histoire de la naissance de *Il manifesto* se veut donc une anatomie

communiste, voir Giorgio Boccolari, Luciano Casali (dir.), *I Magnacucchi. Valdo Magnani e la ricerca di una sinistra autonoma e democratica*, Milan, Feltrinelli, 1991.

³ Nello Ajello, *Intelletuali e PCI, 1944-1958*, Rome-Bari, Laterza, 2013.

⁴ Par ordre chronologique : Ugo Finetti, *Il dissenso nel PCI*, Milano, Sugarco, 1978, p. 164-197 ; Sergio Dalmasso, *Il caso "manifesto" e il PCI degli anni '60*, Turin, Cric editore, 1989 ; Antonio Lenzi, *Il Manifesto, tra dissenso e disciplina di partito. Origine e sviluppo di un gruppo politico nel PCI*, Reggio Calabria, Città del Sole, 2011 ; Valentine Lomellini, *Alla sinistra del PCI. Il caso de "il manifesto" a Botteghe Oscure*, "Annali della Fondazione Ugo La Malfa", vol. XXII, 2007, p. 115-139.

⁵ Sur le dialogue interdisciplinaire entre l'histoire et la sociologie, voir François Buton, Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF 2009

⁶ Voir la définition de « conflit » proposée par Julien Freund, *Sociologie du conflit*, Paris, PUF, 1983, p. 65 : « un affrontement ou heurt intentionnel entre deux êtres ou groupes de même espèce qui manifestent les uns à l'égard des autres une intention hostile, en général à propos d'un droit [...] ».

des rapports de forces dans le PCI d'après-1968, ainsi qu'une description des mécanismes de fonctionnement d'une machine partisane à travers ses composantes organisationnelles (les organismes bureaucratiques) et subjectives (les acteurs).

Aux sources du conflit

Notre histoire commence à Rome, en janvier 1966, dans la maison de Pietro Ingrao. Âgé de 50 ans, inscrit au PCI depuis l'âge de 25 ans, ex-maquisard et longtemps directeur du quotidien communiste *l'Unità*, Pietro Ingrao était le plus jeune des cinq membres du secrétariat du parti, en plus d'être le président du groupe parlementaire communiste à la Chambre des députés. C'était la nuit et Pietro Ingrao était en train de rédiger la motion à présenter quelques jours plus tard au XI^e congrès national du PCI. À ses côtés Lucio Magri, 33 ans, entré au PCI à la fin des années 1950 après une brève militance dans la Démocratie chrétienne (DC) de Bergame, en Lombardie ; une fois dans le PCI, Magri avait rapidement monté les échelles de la hiérarchie locale, avant d'être appelé à Rome au siège central du parti. Ingrao et Magri procédaient avec soin, en choisissant mot par mot les termes qui allaient composer le texte final, et n'achevèrent leur travail qu'à deux heures du matin⁷. Il s'agissait d'un document capital, où l'on proposait, pour la première fois dans le PCI d'après-guerre, la légitimation officielle du droit à la dissension.

Les auteurs de cette motion faisaient partie du courant de gauche du PCI : un courant non déclaré, ce que le centralisme démocratique communiste n'aurait pas admis. Ils se distinguaient par leur attention aux changements socio-économiques qu'une industrialisation vertigineuse avait introduits en Italie depuis la fin des années 1950. Leur curiosité sociologique et leur créativité théorique allaient à l'encontre de la conception réaliste du groupe guidé par Giorgio Amendola. Pomme de discorde : la stratégie du PCI face au pacte gouvernemental, dit *centro-sinistra*, scellé en 1963 entre le Parti socialiste (PSI) et la DC. Amendola et ses amis visaient à reconstruire l'alliance avec le PSI interrompue en 1956 et à rapprocher le PCI des leviers de commande des institutions étatiques ; alors qu'Ingrao et ses partisans étaient plus intéressés à s'allier aux éléments radicaux de la société civile qu'à mettre au point une stratégie de conquête du pouvoir institutionnel. Ce contraste était d'autant plus aigu que le chef historique du PCI, Palmiro Togliatti, était décédé en 1964 et que le parti traversait une phase de réaménagement temporairement apaisée par l'élection de Luigi Longo comme secrétaire général⁸.

Bien que minoritaire, la ligne d'Ingrao pouvait compter sur de nombreux soutiens⁹. Parmi ses partisans, il y avait un certain nombre d'« intellectuels¹⁰ » nés entre les années 1920 et le début des années 1930 : Rossana Rossanda (1924), Lucio Magri

⁷ Pietro Ingrao raconte cet épisode dans son autobiographie : *Volevo la luna*, Torino, Einaudi, 2006, p. 313. Voir aussi l'article commémoratif qu'il écrit à l'occasion de la mort de Lucio Magri : « Quella notte insieme prima dell'XI Congresso », *il manifesto*, 20 novembre 2011.

⁸ Alexander Höbel, *Il PCI di Luigi Longo (1964-1969)*, Naples, ESI, 2010.

⁹ On peut quantifier approximativement à 15-20 % le nombre d'activistes du PCI qui pouvaient se dire *ingraiani* au milieu des années 1960. Cf. Grant Amyot, *The Italian Communist Party. The Crisis of the Popular Front Strategy*, New York, St. Martin's Press, 1981, p. 157.

¹⁰ Le mot « intellectuel » est utilisé ici au sens italien du terme. Comme l'écrit Frédéric Attal, *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle. Prophètes, philosophes et experts*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 11, à la différence du cas français, en Italie « un dirigeant politique idéologue et théoricien est facilement considéré comme un intellectuel. Le cas n'est pas rare dans les partis de gauche notamment ».

(1932), Luigi Pintor (1925), Luciana Castellina (1929), Massimo Caprara (1922), Valentino Parlato (1931), Ninetta Zandegiacomi (1927) ; seule exception, Aldo Natoli, né en 1913. Ce groupe était le « point de confluence d'itinéraires personnels très divers¹¹ », ainsi que de carrières et de ressources militantes inégales. Rossanda avait adhéré au PCI en 1943 et participé à la Résistance en Lombardie, avant de se faire remarquer comme dirigeante locale et d'être appelée à Rome en 1962 pour guider la section culturelle du parti. Luigi Pintor grandit en Sardaigne, mais il vécut la plupart de sa vie à Rome, où il prit part à la Résistance dans les rangs communistes ; grâce à son habilité de journaliste, il fut à la tête du quotidien du parti, *l'Unità*, et fut admis ensuite dans le comité central (CC). Luciana Castellina venait d'une famille aisée de la bourgeoisie romaine ; trop jeune et peu avertie politiquement, elle ne fut pas maquisarde et ne s'inscrit au PCI qu'en 1947. Massimo Caprara avait été le secrétaire particulier de Togliatti dès 1944 et jusqu'à sa mort ; plusieurs fois député, il fut l'un des principaux dirigeants de la fédération de Naples. Né en Lybie d'une famille sicilienne, Valentino Parlato en fut expulsé parce que communiste ; une fois en Italie, il s'inscrit au PCI au début des années 1950 et devint rédacteur économique de *Rinascita*, l'hebdomadaire du parti. Ninetta Zandegiacomi avait été résistante en Vénétie, avant de déménager à Rome, où elle s'affirma comme dirigeante syndicale et journaliste. Enfin, Aldo Natoli, entré au PCI dans les années 1930, était dirigeant de la fédération de Rome et membre du CC depuis 1959.

Noyau du futur *Il manifesto*, ce groupe était uni surtout par ses convictions idéologiques : refus de l'hégémonie soviétique sur le communisme international ; intérêt ou fascination pour la Chine de Mao ; attention aux ferments de la société civile ; contestation de l'organisation centraliste du PCI.

Le XI^e congrès, tenu à Rome du 25 au 31 janvier 1966, rendit visible l'opposition entre Ingrao et Amendola et scella la marginalisation du premier et de son groupe¹². Cette solution politique s'accompagnait d'une réforme organisationnelle sans précédent, visant à décentraliser et à complexifier la bureaucratie partisane.

L'opposition Ingrao-Amendola est un « antagonisme directeur¹³ » qui surgit de la crise d'autorité suivant la mort de Togliatti, et qui anticipe, à son tour, le conflit entre le PCI et sa dissidence de gauche. Lors du congrès de 1966, une alliance fut scellée entre Longo et Amendola pour combattre la dissidence interne, ce qui créa dans le PCI la bipolarité nécessaire pour que l'antagonisme latent débouche sur un « état polémique », à savoir une configuration dualistique où se réalisait la dichotomie ami-ennemi¹⁴. La solution choisie lors du dernier congrès adoucissait l'opposition Ingrao-Amendola, mais ne pouvait empêcher que d'autres antagonismes préparent le conflit entre le PCI et sa dissidence, radicalisant le clivage déjà présent dans le parti. En schématisant, on peut en compter trois : les mobilisations estudiantines de 1968 en Italie et dans le monde entier ; l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie la même année ; la rivalité géopolitique et idéologique entre l'URSS et la Chine. Malgré son

¹¹ C'est Rossana Rossanda qui écrit ces mots dans son introduction à un ouvrage présentant de nombreux textes du *manifesto* au public français : Rossana Rossanda (dir.), *Il Manifesto. Analyses et thèses de la nouvelle extrême gauche italienne*, Paris, Seuil, 1971, p. 34.

¹² Pietro Ingrao, *Volevo la luna, ibidem*. Voir aussi Lucio Magri, *Il sarto di Ulm. Una possibile storia del PCI*, Milan, Il Saggiatore, 2009, p. 195-196.

¹³ Un « antagonisme directeur » est une compétition qui peut provoquer un conflit dans la mesure où les adversaires franchissent le seuil qui transforme leur concurrence en une hostilité irréductible. Voir à ce propos Jacques Beauchard, *La dynamique conflictuelle. Comprendre et conduire les conflits* Paris, Éditions Réseaux, 1981.

¹⁴ J. Freund, *op. cit.* p. 81-82.

ouverture envers les étudiants contestataires, sa critique de l'intervention militaire de Moscou et sa position modérée par rapport au conflit URSS-Chine¹⁵, le PCI était attaqué par son aile gauche, qui se montrait ouvertement solidaire des communistes tchécoslovaques dissidents et des étudiants en lutte¹⁶, et qui concevait la rivalité sino-soviétique comme une mise en question souhaitable du modèle unique soviétique.

La fondation de *Il manifesto* : une déclaration de guerre

À la fin de l'année 1968, la santé de Longo se dégradant, le secrétaire général devait désigner son successeur à la tête du parti. Pour montrer son ouverture à la conjoncture en cours, Longo choisit de préparer l'investiture d'Enrico Berlinguer, connu pour sa tolérance à l'égard des remous sociaux de 1968. En vue de son XII^e congrès, prévu en février 1969, le parti laissait plus de place au pluralisme au niveau des débats dans les sections¹⁷. En revanche, les congrès fédéraux, guidés par les dirigeants fidèles à l'*establishment*, marginalisaient les dissidents dont aucun ne fut élu comme délégué au congrès national, mis à part Rossanda. En revanche, l'action diplomatique de Berlinguer calma la tension latente et Ingrao, conforté par la médiation du secrétaire *in pectore*, abandonna toute attitude polémique. Plusieurs personnalités connues pour leurs positions novatrices furent admises dans le CC, et même trois dissidents – Rossanda, Natoli et Pintor – y trouvèrent leur place¹⁸.

Grâce à la promotion de Berlinguer, 46 ans, inscrit au PCI depuis 1943, le XII^e congrès témoignait de la montée au pouvoir de la génération remplaçant celle des pères fondateurs du parti. L'introduction d'hommes nouveaux dans le CC était le pendant de la réforme statutaire de 1966. L'une et l'autre symbolisaient la « rénovation dans la continuité » dont le parti avait besoin pour montrer son visage collégial et, si possible, pour domestiquer définitivement son aile gauche¹⁹. Ces concessions, toutefois, ne faisaient qu'aiguiser la frustration de celle-ci, qui n'avait plus aucun soutien à la tête du parti après le défilement d'Ingrao. À la fin du mois de mars, le secrétariat discuta de l'emploi politique des trois dissidents faisant partie du CC et désigna leurs superviseurs, parmi lesquels le même Ingrao²⁰. Cette pratique introduisait un élément de personnalisation dans la gestion normative de cette affaire, qui suivait parallèlement son parcours bureaucratique.

Les cinq commissions permanentes du CC furent élues début avril ; dans la cinquième (5CC), chargée des affaires organisationnelles du parti, était inclu Pintor. L'antagonisme, temporairement éteint, couvait sous la cendre. Il allait être attisé par un problème précis : le projet de création d'un périodique par des dissidents,

¹⁵ Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Détente? West European Communism and the Czechoslovakian Crisis, 1968*, Budapest – New York, Central European UP, 2007, p. 210-240 ; Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato. La sinistra italiana e il dissenso nei regimi comunisti (1968-1989)*, Milan, Mondadori-Le Monnier, 2010.

¹⁶ Lucio Magri, *Considerazioni sui fatti di maggio*, Bari, De Donato, 1968 ; Rossana Rossanda, *L'anno degli studenti*, Bari, De Donato, 1968.

¹⁷ Fulco Lanchester, « I delegati ai congressi nazionali », dans Massimo Ilardi, Aris Accornero, *op. cit.*, p. 619-672.

¹⁸ Voir la composition des organismes dirigeants issus du XII^e congrès dans PCI, *XIII congresso del PCI. Documenti politici dal XII al XIII congresso*, Rome, Editori Riuniti, 1972, p. 15-21.

¹⁹ Chiara Sebastiani, « Organi dirigenti nazionali : composizione, meccanismi di formazione e di evoluzione. 1945/1979 », dans Massimo Ilardi, Aris Accornero, *op. cit.*, p. 387-444.

²⁰ Archives du PCI (dorénavant APCI), BS, fasc. 37, MF 006, réunion du 31 mars 1969.

notamment Rossanda et Magri. Après avoir envisagé un titre au goût machiavélien²¹, ils choisirent d'intituler la revue – *Il manifesto* – en hommage au manifeste de 1848. Ils cherchèrent d'abord la collaboration des maisons d'édition les plus prestigieuses – Einaudi de Turin, Feltrinelli de Milan, Laterza de Bari – qui refusèrent leur soutien, probablement pour ne pas altérer leurs bonnes relations avec le PCI. Le premier avril, Rossanda signa un contrat avec une petite maison d'édition amie, Dedalo de Bari. Les jours suivants, elle rencontra quelques chefs du parti, dont Berlinguer ; toute tentative de la faire revenir sur sa décision fut inutile²².

Bien qu'une revue non officielle ne fût pas formellement interdite par le statut, sa mise en chantier était le prodrome d'une fraction du point de vue de la conception organisationnelle léniniste²³. En exploitant cette « zone d'incertitude organisationnelle » offerte par le statut²⁴, les dissidents lançaient un défi au pouvoir. Cette nouvelle revue allait créer l'« identité fusionnelle », faisant de la gauche du PCI un véritable groupe prêt à défendre ses idées face aux dirigeants du parti²⁵. C'est pour cela qu'Ingrao essaya de persuader ses amis de ne pas franchir le pas : « Ils vont vous chasser », prophétisa-t-il à Rossanda²⁶. La réunion de la direction, début mai, considéra le projet de revue comme une trahison du pacte de non-belligérance scellé par le dernier congrès²⁷.

Graduellement, se précisait l'« antagonisme foyer » de notre histoire, à savoir le lieu virtuel où le conflit était destiné à exploser²⁸. Le 15 mai, parut dans le quotidien officiel du parti un communiqué commissionné par la direction et écrit par Alessandro Natta, porte-parole des orthodoxes. Dans une vingtaine de lignes, il précisait que le parti n'avait rien à voir avec ce projet de revue, fruit d'une « activité personnelle²⁹ ». Deux jours après, Rossanda envoyait à Berlinguer et Natta une lettre ouverte destinée à la direction³⁰. Loin de vouloir menacer l'unité partisane, la revue était, écrivait-elle, l'expression la plus authentique de l'esprit communiste : « Ce sont notre histoire, notre apprentissage idéal, notre vie dans le Parti qui nous amènent, aujourd'hui, à y participer de cette façon et avec ces exigences. » Deux normes s'affrontaient désormais, revendiquant chacune la pleine adhésion aux vraies valeurs du communisme.

²¹ L'idée de Magri était d'appeler la revue *Il Principe*, cf. Aldo Garzia, *Da Natta a Natta. Storia del Manifesto e del PdUP*, Bari, Dedalo, 1985, p. 30.

²² Voir l'autobiographie de Rossana Rossanda, *La ragazza del secolo scorso*, Turin, Einaudi, 2005, p. 373.

²³ Principe-clef du léninisme, la lutte contre le fractionnisme fut un pilier disciplinaire du parti communiste bolchevique depuis le début. Voir Leonard Schapiro, *Les bolcheviks et l'opposition. Origines de l'absolutisme communiste*, Paris, Albatros, 1986.

²⁴ Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977, p. 67

²⁵ J. Beauchard, *op. cit.*, p. 49-50.

²⁶ Rossana Rossanda, *La ragazza*, *op. cit.*, p. 374.

²⁷ APCI, Direzione, fasc. 20, MF 006, réunion du 7-8 mai 1969.

²⁸ Le concept d'« antagonisme foyer » est tiré de J. Beauchard, *op. cit.*, *passim*.

²⁹ *l'Unità*, 15 mai 1969, p. 3.

³⁰ APCI, commissions permanentes du CC, 1969, V commission et Dossier Manifesto, MF 0305, lettre de Rossanda à Berlinguer et Natta, 17 mai 1969. Après la radiation des dissidents, la lettre sera publiée sur leur revue : Rossana Rossanda, « Due lettere ai dirigenti del Pci », *Il manifesto*, n° 7, décembre 1969, p. 14-15.

Persuader et récupérer la dissidence

Avant même la parution du premier numéro de *Il manifesto*, plusieurs abonnements avaient été souscrits³¹, alors que la 5CC stigmatisait l'initiative³². Le premier numéro de *Il manifesto*, qui vit le jour le 23 juin, eut un succès remarquable, avec 40 000-50 000 exemplaires vendus³³. Face à cette déclaration de guerre, la discussion sur *Il manifesto* ouvrit la réunion du bureau politique (BP) du PCI, qui décida de publier un article à ce sujet et d'organiser des entretiens avec les responsables du journal dissident³⁴. La direction, elle, s'accorda sur la nature fractionniste de *Il manifesto*, mais aussi sur l'inopportunité de la condamner publiquement, car cela aurait entraîné un effet domino impliquant des sanctions disciplinaires³⁵. Les dirigeants du parti craignaient qu'une réaction répressive ne montrât le visage autoritaire du PCI, ce qui aurait compliqué les rapports avec le PSI et élargi la sympathie dont *Il manifesto* jouissait désormais dans le parti et hors de celui-ci. De plus, la répression des dissidents risquait d'offusquer l'image autonomiste du PCI à l'égard de son homologue soviétique, qui avait été relancée par la conférence de Moscou réunissant en juin les représentants du mouvement communiste international³⁶.

L'article commandé par le BP parut dans le mensuel officiel *Rinascita*³⁷, alors que les pourparlers se poursuivaient. Plusieurs attitudes se manifestaient chez les dissidents³⁸. Natoli semblait le plus ouvert au dialogue, alors que Magri et Pintor défendaient de façon rigide les raisons de la revue ; de son côté, Rossanda s'affirmait de plus en plus comme le rempart idéologique du groupe, son leader politique et théorique. À la suite de la parution du deuxième numéro de *Il manifesto*, en juillet, le débat sur la dissidence sortit finalement des salles du siège du PCI, rue des Botteghe Oscure, pour envahir les réunions des directeurs régionaux. L'affrontement était désormais ouvertement public et des lettres de militants à ce sujet commençaient à apparaître dans la presse du PCI.

La manière de gérer administrativement le dossier *Il manifesto* posait problème. L'article 30 du statut permettait à la direction de s'adresser aux commissions permanentes du CC pour qu'elles donnent leurs avis. La direction et le CC de fin juillet décidèrent finalement de confier cette tâche à la 5CC. Cela évitait de saisir la Commission centrale de contrôle (CCC), qui aurait traité l'affaire dans une dimension exclusivement disciplinaire et donc punitive, ainsi que le CC, dont la taille (171 membres) ne donnait guère de garanties quant au contrôle du débat³⁹. Il s'agit d'une solution inédite dans l'histoire du parti. Les commissions permanentes du CC

³¹ APCI, commissions permanentes del CC, 1969, V commission e Dossier *Manifesto*, MF 0305, lettre d'Ilio Barontini à Armando Cossutta, 10 mai 1969.

³² APCI, commissions permanentes du CC, 1969, V commission et Dossier *Manifesto*, MF 0305, réunion du 11 juin 1969. Une version abrégée de la relation du président de la 5CC, Ugo Pecchioli, fut publiée dans *l'Unità*, 16 juin 1969, p. 3. Rossanda répliqua à cette prise de position par une lettre à Natta, restée inédite, citée dans Paolo Turi, *L'ultimo segretario. Vita e carriera di Alessandro Natta*, Padoue, CEDAM, 1996, p. 328-329.

³³ *Il manifesto*, n° 1, juin 1969.

³⁴ APCI, BP, fasc. 37, MF 006, réunion du 24 juin 1969.

³⁵ APCI, Direction, MF 006, fasc. 23, réunion du 2 juillet 1969.

³⁶ PCI, *Conferenza internazionale dei partiti comunisti ed operai. Mosca 5-17 giugno 1969*, Rome, Editori Riuniti, 1969.

³⁷ Paolo Bufalini, « Su una nuova rivista », *Rinascita*, n° 27, 4 juillet 1969, p. 8-9.

³⁸ Fondo PCI, direction 7 juillet 1969 (MF 006, fasc. 24).

³⁹ APCI, Direction, MF 006, fasc. 27, réunion du 28 juillet 1969.

n'avaient été introduites qu'en 1966, et leur utilisation sera par la suite très limitée ; de plus, elles n'avaient pas été conçues pour traiter des cas disciplinaires. Par ailleurs, l'emploi de la 5CC ne constituait pas un risque, vu qu'il s'agissait d'une commission assez restreinte (36 membres) et politiquement très orthodoxe. En plus, la présence d'un des dissidents (Pintor) parmi les membres de la 5CC permettait de ne pas faire apparaître les minoritaires comme des martyrs ; d'autant plus qu'il fut permis à Rossanda et Natoli de participer aux séances de cette commission aux côtés de leur allié.

Durant le mois d'août, Berlinguer et Rossanda eurent plusieurs échanges, dans lesquels le secrétaire *in pectore* proposa des compromis pour sauver l'existence de la revue et l'unité du parti : l'entrée à la rédaction de personnalités choisies par la direction, et même le parrainage de l'Institut Antonio Gramsci, qui était le centre culturel officiel du PCI. Ces propositions furent repoussées par Rossanda, qui voulait surtout garder l'unité du groupe et l'autonomie de la revue⁴⁰. Par ailleurs, les raisons d'alimenter le conflit en cours ne manquaient pas. La parution d'un article d'Amendola rappelant l'opportunité pour le PCI de chercher à réintégrer le gouvernement à la suite de son éviction en 1947 suscitait la réaction de l'aile gauche du parti, hostile à cette perspective « institutionnelle⁴¹ ». Pintor envoya une lettre de réponse à *Rinascita*, qui refusa de la publier⁴². Valentino Parlato, collaborateur de *Rinascita* et d'*Il manifesto*, démissionna du premier après avoir été contraint à un ultimatum par la direction⁴³. La stratégie de récupération des dissidents faisait faillite au fur et à mesure que le conflit en cours s'aggravait.

Un article sur la Tchécoslovaquie, paru le 20 septembre dans le quatrième numéro de *Il manifesto*, intitulé « *Praga è sola* » (Prague est seule), soulignait l'isolement des dissidents face à la répression soviétique et le fait que le mouvement communiste international, y compris le PCI, restait en retrait de cette affaire⁴⁴. La réponse fut immédiate et confiée à Aldo Tortorella⁴⁵, l'un des dirigeants les moins hostiles à la nouvelle vague de *Il manifesto*, afin de souligner la recrudescence du combat polémique et de resserrer les rangs des orthodoxes. Dans la mémoire de plusieurs témoins, ainsi que dans l'historiographie⁴⁶, cet article de *Il manifesto* fut la provocation qui allait sceller le destin du groupe contestataire. Il paraît que les Soviétiques ont même menacé de financer la création d'une revue orthodoxe guidée par l'aile droite du parti, si la direction du PCI ne mettait pas un terme au mensuel hétérodoxe⁴⁷. Amendola aurait dit à Caprara que si le parti n'excluait pas les rédacteurs de *Il manifesto*, l'URSS priverait le PCI de 2 000 dollars de financement

⁴⁰ Rossanda, *La ragazza*, *op. cit.*, p. 376.

⁴¹ Giorgio Amendola, « Partito di governo », *l'Unità*, 21 août 1969, p. 6. Un deuxième article sur le même argument parut une semaine après : *Id.*, « Richiamo alla realtà », *ivi*, 28 août 1969, p. 3.

⁴² La lettre fut publiée dans *le manifesto* : Luigi Pintor, *Lettera a "Rinascita", il manifesto*, n° 4, septembre 1969, p. 6.

⁴³ Voir sa lettre à Fernando Di Giulio et à Ugo Pecchioli, 25 août 1969, dans APCI, commissions permanentes du CC, 1969, V commission et Dossier Manifesto.

⁴⁴ « *Praga è sola* », *Il manifesto*, n 4, septembre 1969, p. 3-5. L'article, non signé, fut rédigé par Lucio Magri.

⁴⁵ APCI, BP, MF 006, fasc. 37, réunion du 30 septembre 1969.

⁴⁶ Rossanda, *La ragazza*, *op. cit.*, p. 377 ; Giuseppe Chiarante, *Con Togliatti e con Berlinguer*, Rome, Carocci, 2007, p. 171 ; Antonio Lenzi, *Il manifesto tra dissenso e disciplina*, Reggio Calabria, Città del Sole, 2011, p. 247.

⁴⁷ Ugo Finetti, *op. cit.*, p. 178 ; Grant Amyot, *op. cit.*, p. 190-191. L'intitulé de la revue aurait dû être *L'Appello di Lenin* (L'Appel de Lénine).

par an⁴⁸. Quoi qu'il en soit, la suite des événements montre que la décision de punir les responsables de la revue non autorisée était loin d'être acquise à ce stade du processus et qu'une stratégie de sortie fut envisagée jusqu'à la fin.

Le dernier rempart. Punir la dissidence au nom de l'unité

L'escarmouche sur Prague précédait de peu la réunion de la 5CC qui se tint sur trois séances, du 2 au 10 octobre, en présence des trois dissidents faisant partie du CC⁴⁹. L'enjeu du débat tournait autour de la nature de la dissidence. La plupart des intervenants estimaient que le seuil du fractionnisme était franchi. Soit les coupables mettaient un terme à sa publication, soit leur punition disciplinaire serait inévitable. La défense des accusés fut une contre-attaque : le parti avait besoin d'une réforme libéralisatrice et, dans la mesure où il refusait le débat, *Il manifesto* avait le droit, voire le devoir militant, d'exister. De fait, les dissidents souhaitaient le dépassement de la conception organisationnelle venant du léninisme et de la Troisième Internationale.

Ce fut probablement à ce moment-là que la 5CC mit au point un document provisoire anticipant la délibération finale⁵⁰. Selon ce document, les membres de *Il manifesto* revendiquaient le droit à l'indiscipline. N'ayant pas la faculté de les punir, la 5CC confia cette tâche au CC et à la CCC, en les invitant à trancher sur la « compatibilité » des dissidents avec le parti. Ce document fut soumis à la direction réunie le 13 octobre. Sauf Ingrao, tous les présents convenaient de la nécessité de dénoncer au moins l'« objective incompatibilité » entre l'existence de *Il manifesto* et l'appartenance de ses responsables au parti⁵¹. Entre le 15 et le 17 octobre se déroula la réunion conjointe CC-CCC qui reconnaissait le caractère fractionniste de l'activité des dissidents ; la motion fut repoussée par les trois dissidents présents, alors que trois autres membres du CC s'abstinrent⁵². Cette condamnation formelle, qui impliquait la demande d'interruption des publications, était contrebalancée par la décision de publier intégralement le compte rendu du débat⁵³, ainsi que d'organiser une discussion générale dans le parti. Ce choix était tout à fait innovant à l'égard de la tradition communiste, où la publicité des affaires visait d'habitude à diaboliser le dissident, et non à lui donner une chance de « rédemption ». Il est vrai que les débats furent préparés et canalisés afin de les orienter selon les vœux des orthodoxes et que la voix des dissidents n'était pas systématiquement représentée lors des réunions dans les sections et les fédérations.

⁴⁸ Massimo Caprara, *Quando le Botteghe erano Oscure, 1944-1969*, Milano, Saggiatore, 1997, p. 222. À vrai dire, la condamnation de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie avait déjà coûté au PCI une baisse des financements de Moscou en 1969 : Valerio Riva, Francesco Bigazzi, *Oro da Mosca*, Milan, Mondadori, 1999, p. 47, 56, 371.

⁴⁹ APCI, commissions permanentes du CC, 1969, V commission et Dossier Manifesto.

⁵⁰ APCI, commissions permanentes du CC, 1969, V commission et Dossier Manifesto, "Alcune questioni politiche e statutarie sul caso del 'Manifesto'", document non daté.

⁵¹ APCI, Direction, MF 006, fasc. 31, réunion du 13 octobre.

⁵² Les trois abstentionnistes étaient Giuseppe Chiarante, Lucio Lombardo Radice et Sergio Garavini ; Cesare Luporini, absent lors du vote, envoya une lettre au parti pour déclarer qu'il s'abstiendrait, s'il était présent. Les trois contraires étaient Natoli, Pintor et Rossanda.

⁵³ Le volume fut achevé en novembre 1969 par les soins de la maison d'édition du parti : PCI, *La questione del 'manifesto'. Democrazia e unità nel PCI*, Rome, Editori Riuniti, 1969.

Entre-temps, la diplomatie officielle suivait son cours. À la suite d'une rencontre avec Berlinguer, Rossanda écrivit à son interlocuteur⁵⁴ en proposant une réforme sur trois points, visant à changer les règles statutaires du parti, à libéraliser les interventions sur la presse partisane – au moins pour les membres du CC –, à stimuler la recherche collective autour des nouveaux enjeux stratégiques et géopolitiques du parti. Cette lettre, que Berlinguer fit connaître à la direction, ne fit qu'aggraver la condition des dissidents. Les comptes rendus des assemblées fédérales commençaient à affluer à Rome : plusieurs fédérations, notamment celles d'où venaient les dissidents, étaient sensibles au message de *Il manifesto*, ou bien y adhéraient majoritairement. On décida d'attendre encore l'éventuelle publication du cinquième numéro de *Il manifesto*, qu'on savait imminente, et, au cas où, de convoquer le jour suivant une nouvelle réunion de la direction⁵⁵.

Comme prévu, le numéro 5-6 de *Il manifesto* parut quelques jours après, contenant un éditorial qui revendiquait le droit à la dissension dans le parti⁵⁶. Alors que les pourparlers se poursuivaient, la direction se réunit le 11 novembre, et quelques intervenants utilisèrent désormais le mot « ennemis » pour définir les dissidents. Des représailles disciplinaires étaient certaines : soit l'expulsion, soit la radiation. Dans le système punitif partisan, l'expulsion était une mesure plus grave et infamante que la radiation. L'expulsion impliquait une réprobation morale de l'accusé et elle était formellement irréversible, alors que la radiation n'était qu'une sanction politique annulable à la suite du repentir du coupable⁵⁷. Les contenus intégraux de cette réunion ne furent pas rendus publics, mais le communiqué paru le jour suivant était explicite : les dissidents y étaient traités de fractionnistes, car ils se retranchaient derrière leur revue conçue pour « transformer le parti⁵⁸ ».

Le groupe de *Il manifesto* répondit par une lettre à la direction, ce qui donna lieu à une nouvelle mise au point du groupe dirigeant⁵⁹. Dans cette confrontation, les dissidents renouvelaient leur désir de rester dans le parti, tout en gardant leur droit à le changer : d'éventuelles mesures disciplinaires, à leurs yeux, n'auraient que confirmé la sclérose bureaucratique de l'organisation communiste et donc, *a fortiori*, la légitimité de leur lutte réformatrice. Les orthodoxes, eux, creusaient davantage le fossé qui les séparait de leurs ennemis. D'après eux, ce n'était pas le PCI qui marginalisait le groupe dissident ; c'était celui-ci qui s'enfermait dans un ghetto. Son langage même le démontrait. « Nous » et « le parti » : cette distinction identitaire, qui parsemait le langage de *Il manifesto*, était le symptôme du détachement implicite entre la « fraction » et le corps organisationnel du parti.

Après une dernière réunion de la 5CC, le CC fut convoqué pour procéder à l'adoption de mesures disciplinaires contre Natoli, Pintor et Rossanda. À l'ordre du jour, il y avait aussi une discussion sur l'actualité politique, afin de ne pas concentrer toute l'attention de la réunion sur l'affaire *Il manifesto*. Une dernière tentative de sauvetage de la part de Berlinguer échoua : sur le seuil de la salle de réunion, il invita Rossanda

⁵⁴ APCI, fonds Enrico Berlinguer, MF 94, lettre de Rossanda à Berlinguer, 28 octobre 1969. La lettre a été publiée en français dans Rossanda, *Il manifesto*, *op. cit.*, p. 55-58.

⁵⁵ APCI, Direction, MF 006, fasc. 32, réunion du 5 novembre.

⁵⁶ « Sul Manifesto », dans *Il manifesto*, n° 5-6, octobre-novembre 1969, p. 3-5.

⁵⁷ Direzione 11 novembre (MF 006, fasc. 33).

⁵⁸ *Comunicato della Direzione del PCI sul "manifesto"*, *L'Unità*, 12 novembre 1969, p. 1.

⁵⁹ Le document du *manifesto* est conservé en double exemplaire dans APCI, BS, MF 006, fasc. 37 et dans le fond Berlinguer, série « politica interna », MF 94 : sur ce deuxième exemplaire, on trouve noté « *non pubblicato* » (non publié). La réponse, également inédite, se trouve, elle aussi, dans le fonds Berlinguer.

à un geste de « fidélité » ; elle répondit que cela aurait été plutôt un acte d'« obéissance⁶⁰ ». Les trois dissidents furent radiés, pas expulsés. Ils votèrent contre cette mesure, ainsi que trois de leurs camarades ; trois autres s'abstinrent. Ingrao vota pour la radiation, ce qu'il regretta ensuite⁶¹. La procédure de punition des dissidents qui ne faisaient pas partie du CC suivit d'autres parcours et fut calibrée sur le capital militant des acteurs impliqués. La CCC se saisit du dossier de Magri sur la base de l'article 52 du statut⁶² ; il fut radié le jour suivant la réunion du CC. Pour Caprara, ce fut la fédération de Naples qui se chargea de la tâche⁶³. Castellina fut radiée par sa section romaine en janvier 1970⁶⁴. À Parlato, enfin, il fut interdit de renouveler sa carte d'inscription annuelle au parti. La petite patrouille de « *Il manifesto* » à la Chambre des députés rejoignit le groupe mixte entre décembre 1969 et avril 1970⁶⁵.

Après leur défection obligée, les dissidents purent maintenir des liens personnels grâce au prestige militant et culturel dont ils jouissaient et grâce au consensus cumulé dans plusieurs fédérations, surtout dans les milieux intellectuels et juvéniles, où des dizaines d'inscrits furent frappés par la contre-offensive disciplinaire alors qu'on peut estimer à quelques centaines au niveau national le cercle de sympathisants dans le parti – qui comptait à cette époque plus d'un million et demi d'inscrits. Par ailleurs, ce processus de reconversion ne fut pas immédiat en raison du traumatisme causé par la sortie du parti et de la pauvreté de moyens matériels du groupe. Le siège de la revue était de fait l'appartement romain loué par Lucio Magri : quelques dizaines de mètres carrés juste derrière la Piazza Venezia et donc très proche de la via delle Botteghe Oscure. Les partisans allaient et venaient quotidiennement au quartier général de *Il manifesto*, qu'on imagine plein de ferveur créative mais où prévalaient la prudence et même la désillusion : jusqu'au milieu de l'année 1970, ceux qui voulaient adhérer étaient invités à mieux réfléchir sur leurs intentions et sur la possibilité de rester dans les rangs du PCI.

En sus de l'incertitude autour des perspectives organisationnelles du groupe, le manque de fonds justifiait ce peu d'enthousiasme et taraudait ceux de *Il manifesto* : ex-professionnels du parti, ils avaient perdu leurs salaires et plusieurs d'entre eux eurent du mal à se voir reconnaître leurs indemnités de licenciement de la part du parti. Quand Magri, Rossanda et leurs amis décidèrent d'accentuer l'envergure politico-militante de leur créature éditoriale en la transformant en quotidien, le problème se posa de trouver l'argent nécessaire pour financer cette opération. Une souscription fut donc lancée en décembre 1970 pour collecter environ 50 millions de lires (approximativement 85 000 euros), suffisants pour faire partir un journal qu'on envisageait intégralement centré sur l'actualité politique, de quatre pages seulement et vendu à un prix plutôt populaire⁶⁶. La bonne réussite de ce dessein – le premier numéro parut à la fin du mois d'avril 1971 – aiguisait la rivalité avec l'organe officiel du PCI, prêt à faire courir des rumeurs sur les sources de financement des ex-amis⁶⁷.

⁶⁰ Rossanda, *La ragazza*, op. cit., p. 384.

⁶¹ Pietro Ingrao, op. cit., p. 316-317.

⁶² PCI, *Statuto del PCI. 12° Congresso, Bologna 8-15 febbraio 1969*, Bologna, STEB, 1971, p. 39.

⁶³ Massimo Caprara, op. cit., p. 224.

⁶⁴ Voir son autobiographie : Luciana Castellina, *La scoperta del mondo*, Nottetempo, 2011, p. 264.

⁶⁵ Ce fut le cas pour Massimo Caprara, Eliseo Milani, Aldo Natoli, Luigi Pintor et Liberato Bronzuto.

⁶⁶ Aldo Garzia, *Da Natta a Natta. Storia del Manifesto e del PDUP*, Bari, Dedalo, 1985, p. 9-10, 43, 47-50.

⁶⁷ « Chi paga? », *l'Unità*, 27 janvier 1971.

Après avoir été transformé en quotidien et avoir ensuite évolué en mouvement politique proprement dit, *Il manifesto* confluaient dans le Partito di unità proletaria per il comunismo, soumis à son tour à plusieurs reconfigurations organisationnelles tout au long des années 1970. Le poids électoral de ces formations fut marginal. Plus significative fut la fonction intellectuelle de *Il manifesto*, qui continua d'animer le débat politico-culturel dans la gauche italienne, mais aussi à l'échelle européenne. Considérant dépassées les raisons du conflit de 1969, quelques-uns des radiés, dont Magri, réintégrèrent le PCI en 1984. Plusieurs d'entre eux continuèrent à collaborer avec *Il manifesto*. En 2012, à la suite de désaccords politiques et gestionnaires, les derniers représentants de la génération des fondateurs – Rossanda et Parlato – quittèrent le journal.

Le conflit autour de *Il manifesto* entraîne trois phénomènes remarquables, à des degrés différents, par rapport à la stratégie traditionnellement mise en place par le PCI pour combattre une dissidence interne. D'abord, la personnalisation du processus représentée par les superviseurs. Or, il ne s'agit pas d'une mesure inédite, vu qu'elle avait déjà été employée, par exemple pendant la crise de 1956, à l'égard de quelques-uns des intellectuels qui critiquaient le manque de courage antisoviétique du PCI. Mais elle n'avait jamais atteint l'envergure et la systématisme manifestées dans l'affaire *Il manifesto*. L'action des superviseurs, on l'a vu, se combinait avec la procédure institutionnelle dans le but de récupérer les dissidents, de les persuader à revenir sur le bon chemin.

À la personnalisation du conflit s'ajoute un phénomène de bureaucratisation qui complète le premier. De fait, le long chemin qui mène des premières déclarations des sommets communistes contre l'intention d'ouvrir une revue non autorisée jusqu'à la radiation des dissidents vise à transférer sur le plan administratif les mêmes buts négociateurs incarnés par les superviseurs. Ces éléments suggèrent le passage d'une gestion principalement charismatique et punitive, propre de la lutte contre les dissidents dans la tradition communiste, à une gestion où l'individualité du dissident et le traitement rationnel, argumentatif, de ses positions émergent sur le devant de la scène.

Enfin, il faut souligner une nouveauté : la machine organisationnelle du parti met en avant la transparence de ses mécanismes de fonctionnement et sollicite une discussion autour de ses acquis. Certes, de larges extraits des réunions du CC étaient habituellement publiés dans *l'Unità*, mais l'idée de publier une monographie contenant le compte rendu du CC de la mi-octobre – dernière tentative administrative de récupération des dissidents – n'a pas de précédent. Le débat lancé par le CC dans le reste du parti ne fut pas un saut dans le vide du point de vue politique, car il fut orienté et guidé par des fonctionnaires fidèles. Mais il provoqua l'émergence de nombreux réseaux qui exprimèrent leur solidarité à l'égard de *Il manifesto*, ce qui obligea les fédérations et les sections à poursuivre l'œuvre de répression entamée par le CC en novembre.

Ces trois éléments nous poussent à constater que l'affaire *Il manifesto* constitue un moment-seuil dans l'histoire du PCI⁶⁸. Il est vrai que, dans l'histoire du PCI, les dissidents avaient toujours eu la chance de se rédimier, et les sanctions disciplinaires

⁶⁸ Gianfranco Poggi, *L'organizzazione partitica del Pci e della Dc*, Bologne, Il Mulino, 1968, p. 15.

étaient traditionnellement définies par le statut comme une « mesure extrême ». Dans le cas de *Il manifesto*, par contre, on assiste pour la première fois à une véritable négociation entre l'élite des dirigeants et les hétérodoxes, où la tentative d'apaiser le conflit prévaut chez les premiers sur le but de gagner le combat et de réprimer l'ennemi. Ce ne fut pas un choix unanime chez les dirigeants du parti, mais ce fut bien l'approche prédominante. En ce sens, Rossanda a eu raison de revendiquer comme mérite de *Il manifesto* d'avoir contraint le PCI à se repenser : en excluant ses dissidents en 1969, « le Parti n'excluait pas, comme par le passé, quelque chose de marginal, qui lui permettait de rester fondamentalement inchangé. Il dut pour la première fois opérer sur lui-même, plus en profondeur, et donc se modifier⁶⁹ ».

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer l'évolution stratégique du PCI dont le conflit de 1969 fut le catalyseur. D'un point de vue général, l'évolution de la vie politique italienne et internationale suggérait au groupe dirigeant du PCI de s'adapter au « style de vie » des partis nationaux non révolutionnaires et d'affaiblir son lien avec Moscou afin de se rapprocher d'un modèle idéologique compatible avec des fonctions gouvernementales en Occident. Du point de vue interne, l'esprit libertaire des « années 68 », qui avait noyauté de larges couches du parti, et le poids hiérarchique et biographique des dissidents imposaient aux dirigeants communistes une stratégie prudente et calibrée. Le tout s'insérait dans le climat exacerbé de l'« automne chaud » (*autunno caldo*), une vague de luttes ouvrières entamée en septembre 1969 dans le sillage des luttes estudiantines. Cette dernière flambée du « mai rampant » italien anticipait de peu le premier attentat des « années de plomb », celui de la piazza Fontana, à Milan, le 12 décembre. L'importance de ces événements amplifie, par contraste, la centralité de l'affaire *Il manifesto* dans la vie du parti, dont la plupart des énergies fut dédiée à la solution de cette querelle.

L'épilogue du conflit PCI – *Il manifesto* amenuisait sensiblement la perception collective de l'évolution disciplinaire du parti. La radiation des dissidents semblait confirmer aux yeux du monde politique italien que le PCI restait un parti irrémédiablement léniniste et antilibéral, et suscita l'approbation de Moscou, dont l'intervention dans la gestion de l'affaire fut réelle, quoique probablement non décisive⁷⁰. Malgré les tentatives de réforme, le centralisme démocratique et le lien avec Moscou continueront de marquer l'identité organisationnelle et idéologique du PCI. Cela ne l'empêchera pas d'atteindre son apogée électoral pendant les années 1970 et de représenter la pointe du communisme « à visage humain » jusqu'à sa dissolution en 1991.

L'auteur

Roberto Colozza s'est formé à la Scuola Normale Superiore de Pise, où il a obtenu son doctorat en cotutelle avec l'EHESS. Après avoir travaillé comme chercheur postdoctoral dans plusieurs Universités et fondations en Italie, en France et dans d'autres pays européens, il s'occupe actuellement d'un projet concernant le terrorisme

⁶⁹ Rossana Rossanda, *Il manifesto*, op. cit., p. 13.

⁷⁰ Paolo Bufalini a nié *a posteriori* toute intervention de l'URSS. Voir son interview en 1984 : <http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1984/10/02/sovietici-il-manifesto.html>

de gauche entre les années 1970 et 1980. Il est l'auteur de trois monographies et de nombreux essais sur l'histoire politique du XX^e siècle en Europe occidentale.

Résumé

Évènement majeur dans l'histoire du Parti communiste italien (PCI), la scission de son aile gauche en 1969 et la naissance du groupe « *Il manifesto* » sont décrits dans cet article à travers plusieurs sources : documents d'archives témoignant des débats internes du parti ; presse militante ; mémoires des protagonistes ; correspondance privée. Entrant dans les détails d'un combat idéologique qui investit le parti dans son intégralité organisationnelle et dans sa raison d'être militante, l'étude en question se présente comme une anatomie des rapports de forces dans le PCI dans une phase où le centralisme démocratique d'ascendance léniniste se combinait avec une conception plutôt négociatrice de la fronde dissidente.

Mots clés : Parti communiste italien ; *Il manifesto* ; Italie contemporaine ; années 1968 ; dissidences politiques.

Abstract

This article describes a major event in the history of the Italian Communist Party (ICP): the secession of its left wing in 1969 and the birth of the “*Il manifesto*” group. In doing so, it draws on several sources: archival documents reflecting the Party's internal debates; the activist press; the memoirs of protagonists; private correspondence. The present article offers a detailed examination of an ideological struggle that affected the party at all levels of its organization and called into question the manner in which it conceived of its activism. In doing so, it dissects power relations within the ICP at a time when Leninist-inspired democratic centralism was combined with a rather transactional conception of dissident revolt.

Key words : Italian Communist Party ; *Il manifesto* ; Contemporary Italy ; 1968 Years ; Political Dissidence.

Pour citer cet article : Roberto Colozza, « Le Parti communiste italien et la naissance du *manifesto*. Dissidence et orthodoxie dans les années 1968 », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 30, septembre-décembre 2016, www.histoire-politique.fr